

N° 99 — JANVIER 1972

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 12 F

Etranger (par avion) : 20 F

De soutien : à partir de 20 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE 1^F BRETON UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

COMME LE RÉSEAU S. N. C. F. BRETON



LA BRETAGNE N'EST PAS RENTABLE POUR LE CAPITALISME FRANÇAIS

(Voir EDITO page 2)

LA FERMETURE DE L'USINE SAUPIQUET A RIEC-SUR-BELON : UN SALE COUP POUR TOUT UN CANTON

RIEC-SUR-BELON : à 5 kilomètres de Pont-Aven, une commune de 4 500 habitants, perchée sur une colline et limitée par deux rivières, l'Aven et le Belon. Comme sa proche voisine Pont-Aven est connue des amateurs de peinture, Riec est connue des gastronomes : la science culinaire de Mélanie et surtout les fameuses huîtres de Belon ont établi sa réputation mondiale. Voilà pour le pittoresque...

L'autre face est moins réjouissante : parmi les rares activités de la commune, il y avait une conserverie. Elle fonctionnait depuis une quarantaine d'années. Elle ferme et jette au chômage 27 ouvriers permanents, 8 employés mensuels, 120 saisonniers. C'est sans doute un drame qui se répète à une cadence accélérée en Bretagne pour de nombreux travailleurs. Mais cette fois le drame se répercute sur toute une commune.

UN DEFILE DE PROPRIETAIRES

Entraînée dans le mouvement de fusions qui a agité l'industrie alimentaire depuis une dizaine d'années, l'usine de Riec, d'abord propriété de la famille Bézier, fut achetée par le groupe C.I.N.A.L. (qui réunissait un grand nombre de petites conserveries : Pierre Chancerel, Bauvais-Flon de Concarneau, etc...), avant de passer, il y a seulement un an, sous le

contrôle du trust Saupiquet. C'est un nom qui a déjà été plusieurs fois cité dans nos pages. Il convient donc d'examiner ce qu'il recouvre.

LE TRUST SAUPIQUET

La S.A. Saupiquet a son siège social à Nantes, rue Jules-Verne (et non à Paris, comme indiqué par erreur dans le dernier

(Suite page 5)

A CITROËN DE RENNES : LA CHASSE AUX SYNDICALISTES

(INTERVIEW D'UN MILITANT C.G.T., page 6)

AU CENTRE DE TRI POSTAL DE NANTE-S-GARE : UNE GRÈVE POUR LA DIGNITÉ DES TRAVAILLEURS

Am mois d'octobre, à Nantes-Gare un évènement s'est produit dans l'expédition du courrier postal Bourguignon. Elle pouvait passer pour une grève grave. En fait, que quelques semaines d'attente qu'il ne s'agissait que d'une erreur matérielle.

L'adversaire au travail est le chef de division, à Nantes-Gare, n'avait à cette occasion traité ses employés avec le plus grand mépris.

Le chef de division avait joint au courrier des lettres de félicitation pour le travail accompli par les employés. Mais il est difficile d'être courtois avec des employés qui ne travaillent pas. Quant aux lettres de félicitation, elles ont été envoyées à tort à Nantes-Gare. Quant aux lettres de félicitation, elles ont été envoyées à tort à Nantes-Gare.

Les travailleurs ont réagi. Ils ont refusé de travailler. Ils ont refusé de travailler. Ils ont refusé de travailler.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Après une semaine de grève, les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

VANNES : LA CRISE DU LOGEMENT CONTINUE...

Constaté par les membres du bureau du Syndicat des Locataires, une dégradation des logements s'est produite dans la partie ouest de la ville de Vannes. Les conditions d'habitat sont devenues de plus en plus précaires.

Après avoir obtenu des renseignements sur la situation, le syndicat a décidé de mener une campagne de sensibilisation. Ils ont organisé des réunions et distribué des tracts.

Le syndicat a également demandé l'intervention des autorités locales. Ils ont écrit des lettres et organisé des manifestations.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

LA FERMETURE DE L'USINE SAUPIQUET A RIEC-SUR-BELON

Le directeur de l'usine Saupiquet a annoncé la fermeture de l'usine. Les travailleurs ont réagi avec colère. Ils ont organisé des manifestations.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Le directeur de l'usine Saupiquet a annoncé la fermeture de l'usine. Les travailleurs ont réagi avec colère. Ils ont organisé des manifestations.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

Les travailleurs ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats. Ils ont obtenu des résultats.

POBL VREIZ

POBL VREIZ, édition bretonne de « Peuple Breton », est le journal de l'U.D.B. Il exprime en breton le combat pour le socialisme. Il comprend pour le moment l'éditorial et la chronique du « Problème breton de Brest à Nantes ».

ATTENTION, la trésorerie de « Pobl Vreiz » est indépendante de celle du « Peuple Breton ».

FORMULAIRE D'ABONNEMENT À RETOURNER (découper et recoller)

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

BOUSCHET UN ABONNEMENT ORDINAIRE 8 F. DE SOUTIEN (partir de 15 F. CI-JOINT LE RÈGLEMENT PAR Chèque postal - Mandat-lettre - Chèque bancaire -) vers le compte bancaire

Les chèques doivent être libellés sous l'intitulé suivant : POBL VREIZ B.P. 713 35 - RENNES - C.C.P. Rennes 2746-79

BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature : _____

— Adressez ce bulletin (découper ou recopier) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 713, 35-Rennes.



L'USINE SAUPIQUET DE RIEC-SUR-BELON EN DÉCEMBRE 1971

UNE REGION DEVITALISÉE

C'est une petite usine, mais elle emploie plus de 100 personnes. Elle est située dans une région où la population diminue rapidement.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

Les habitants de la région ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations. Ils ont subi de nombreuses privations.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC : nouvelles menaces à l'abattoir de Saint-Brieuc.

L'inquiétude règne actuellement chez les ouvriers de l'abattoir car il est question du départ prochain du groupe U.N.I.C.O.P.A., la direction ne demandant pas.

Ceci est grave pour les ouvriers, car déjà en février (Le P.B. n° 88), il y avait eu de nombreux licenciements à l'abattoir après le départ de la S.I.C.A.-G.E.A.C. pour Guingamp. C'était d'ailleurs la venue d'UNICOPA qui avait permis de stabiliser la situation.

DINAN : licenciements confirmés.

Les 256 employés de la S.G.C.I. (Société Générale de constructions industrialisées) ont, le 15 décembre, officiellement reçu leur lettre de licenciement. L'espoir des ouvriers réside maintenant dans la promesse de création d'une nouvelle société, mais quand on voit ce que donnent les promesses des élus, l'on reste sceptique. Seule l'union des ouvriers pourra résoudre les problèmes de l'emploi en Bretagne.

FINISTÈRE

LITTORAL BRETON.

La prise de conscience du pillage de la Bretagne se révèle de plus en plus forte. Divers groupements de défense se créent, le dernier en date étant le « Groupement d'étude et d'action sociale et économique des Abors ». Ce mouvement rassemble des jeunes de communes de Lannilis, Landéda, Plouguernez. Il entend fermement poser les problèmes de la défense du littoral breton : « Pas de mini-Côte d'Azur bordant un désert intérieur ».

Il est à espérer que ce mouvement, comme tant d'autres qui l'ont précédé, ne soit pas un feu de paille, mais un véritable outil de prise de conscience de la situation coloniale de la Bretagne.

De son côté, M^r Lombard a réussi une excellente opération de propagande sur le même thème : « Sauvegarde du littoral breton ». Pour cette réunion à laquelle participait une nombreuse assistance (qui n'est qu'une preuve supplémentaire de l'angoisse des Bretons devant le pillage organisé de leur pays), il était très vivement conseillé de « laisser la politique aux vestiaires ». On s'occupe des affaires du pays en pré-

tendant ne pas faire de politique, toujours le fameux axiome de la droite.

Dans son ensemble, la réunion fut décevante et se résuma en une joute oratoire entre MM. Lombard et Laclerc : « Raffinerie ou pas Raffinerie ».

Pour M^r Lombard, il n'est pas facile de faire en permanence de la corde raide et il doit se gratter la barbe devant le problème suivant : « défendre » les intérêts des exploités (les Bretons) tout en étant du côté de l'exploiteur l'Etat bourgeois et centraliste français. Mais les Bretons ne se laisseront pas toujours bernier.

QUIMPERLE : La crise dans l'industrie papetière menace les travailleurs.

Le 18 novembre dernier, les 500 ouvriers de chez Mauduit ont débrayé pour soutenir leurs revendications et surtout pour la défense de leur emploi. En effet, en vertu de la libre concurrence capitaliste et de la rentabilité maximum, ce sont les ouvriers qui risquent de faire les frais de la crise qui agite actuellement l'industrie du papier et du carton. Par leur action, les travailleurs font savoir qu'ils sont vigilants.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES :

— Janvier 1972, journée d'action pour les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique.

Une journée d'action est organisée ce mois-ci par le Syndicat National de l'enseignement technique et professionnel C.G.T. pour les maîtres auxiliaires. Ce syndicat entend aussi protester contre le retard apporté à la reconstruction d'établissements vétustes, notamment à Rennes.

— 102 licenciements annoncés à Fairchild.

Début décembre, on annonçait 102 licenciements pour l'usine S.G.S. (Fairchild) sur un effectif de 380. Cet effectif était de 700 au 31 juillet 1970.

En 1965, Fairchild, en s'implantant à Rennes, promettait 1 500 emplois. Nous sommes loin du compte.

— Citroën : refus de la direction.

La direction de Citroën, s'en tenant strictement aux termes d'un accord signé en avril 1971 (accord refusé par la C.G.T. et la C.F.D.T.) accorda au 1^{er} janvier aux travailleurs en équipe une réduction d'horaire d'une demi-heure par semaine.

Lors d'une entrevue avec la direction, la C.G.T. a demandé que les travailleurs en équipe bénéficient des mêmes réductions d'horaires que les travailleurs en horaire normal. Refus de la direction. Cependant,

les travailleurs en équipe des usines de Rennes (la Barre-Thomas et la Janalis) sont déjà doublement pénalisés par des horaires fatigants et par l'absence de primo d'équipe comme celle qui existe à Citroën Paris. Les travailleurs bretons sont victimes ici d'une surexploitation. Notons que Citroën-Rennes utilise de plus en plus le « turnover », c'est-à-dire le licenciement provisoire (avec consentement des intéressés à qui l'on promet la réembauche dès que la situation le permettra) ; ces licenciements n'apparaissent pas aux statistiques officielles du chômage. Ce phénomène toucherait à Citroën entre 500 et 1 000 travailleurs.

— Grève depuis le 30 novembre à l'INSA.

L'Institut National des Sciences Appliquées de Rennes est en grève depuis le 30 novembre à la suite d'un conflit opposant la majorité des élèves à la Direction. Dans un communiqué, la section du S.N.E.S. Sup de l'INSA a rappelé l'importance d'une élaboration et d'une mise en place démocratiques d'un statut de l'école. Elle souligne la responsabilité qu'a le Ministère de l'Education Nationale à refuser la consultation démocratique demandée en mars 1971 dans une pétition signée par 75 % du personnel et de nombreux étudiants et rappelle qu'en 1970 la Direction et le Conseil d'Administration refusèrent un statut élaboré par une commission tripartite (enseignants, étudiants, personnel non enseignant).

LOIRE-ATLANTIQUE

GUERANDE : les paludiers face au profit des trusts.

Un nouveau navire chargé de sel du Midi est attendu à Nantes. Le Syndicat des Paludiers de la Presqu'île s'est réuni d'urgence. Malgré ce mauvais coup, parmi tant d'autres depuis vingt ans et plus, il a

décidé de ne pas s'opposer au déchargement de ce bateau afin de ne pas entraver les pourparlers en cours. Même s'il y a accord, pourront-ils s'opposer à l'assaut des sels du Midi ? On ne résiste pas à la loi du profit maximum dans le système où nous sommes.

NANTES :

— Semaine de 32 heures à la Société Cappe.

L'horaire est passé de 48 heures à 44 heures après les congés. L'application de l'horaire de 32 heures a été décidée pour créer les conditions de départs volontaires d'une partie du personnel, la paie étant réduite de plus de 30 %. La Société Cappe et sa filiale, la S.D.E.T., sont spécialisées dans le montage des bennes basculantes. Les syndicats se refusent d'accepter une telle récession dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.

— La comédie se poursuit chez U.G.E.C.O.

La Cour Supérieure d'Arbitrage a pris la décision d'annuler la sentence de l'arbitre accepté par la Direction sous la pression de la C.F.D.T. après le dur conflit que l'on sait. Forts de cette décision aux attendus surprenants, la Direction veut appliquer l'arrangement qu'il a pris, à la fin de la grève, avec les anti-grévistes de la C.F.T. Selon eux, il apporte des salaires globaux supérieurs, mais ne les garantit pas, à ceux qui, sciemment et volontairement, freinent la production. On comprend leurs intentions.

— Grèves tournantes aux A.C.B. et chez Dubigeon-Normandie.

Les Directions de ces deux entreprises de la Navale parlent déjà d'austérité avant que les pourparlers concernant le renouvellement des accords d'entreprises aient été engagés. Les travailleurs refusent les négociations accompagnées de chantage. Un mouvement de grèves tournantes a été décidé jusqu'à des propositions permettant aux travailleurs de conserver leur pouvoir d'achat.

MOR-BIHAN

LORIENT :

— Des affaires qui rapportent.

Paroles d'un commerçant de Lorient (rapportées par « Le Rappel du Morbihan » du 2 décembre 1971) : « Je suis venu ici faire des affaires sur le dos de ces... de Bretons ; et quand j'aurai fait mon beurre, je retournerai en France en leur montrant mon C... ».

— 17 licenciements chez Braff.

Le dernier numéro du « Peuple Breton » a donné un aperçu de la situation de cette entreprise. Début décembre, 17 ouvriers ont été licenciés. De plus, un chômage technique a privé le personnel de son travail (pendant huit jours pour une partie, pendant quinze jours pour l'autre).

CAFÉ DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél 44-33-21

J. MONTAGU
ASSURANCES
4, rue Turenne, LORIENT - T. 21.07.08

le carivier
BAR — TABAC — P.M.U.
PLOUGASTEL-DAOULAS

SAINT-NAZAIRE : projet de licenciement portant sur 120 personnes aux Etablissements Jouan-Quentin.

La Direction a annoncé au Comité d'Etablissement qu'elle prévoyait le licenciement de 65 employés administratifs et de 55 personnes attachées à la production, comme « la suite logique d'une mauvaise gestion ». Le personnel indigné débraya. Des actes de violence ayant été commis, la Direction, sous prétexte d'assurer la sécurité du personnel, a décidé de fermer l'entreprise pendant une durée indéterminée.

CARQUEFOU : les licenciements sont aussi une solution de facilité à la S.E.R.C.E.I.

La Société Etudes et Recherches et Constructions Electroniques (SERCEL) aurait des difficultés face à la conjoncture internationale. Pourtant, selon la Direction, le chiffre d'affaires de 1972 devrait être un des meilleurs de l'entreprise. Elle affirme aujourd'hui que le critère de rentabilité est de 100 000 F par salarié et que, par conséquent, les effectifs en place sont trop importants. La menace pèse particulièrement sur le personnel dit improductif. Les quelque 500 salariés de la SERCEL ont débrayé pendant une heure et défilé sur la zone industrielle en signe de protestation.

ORVAULT : menaces de licenciements également chez M.C. Création.

20 licenciements prévus dans cette usine de 150 salariés qui s'est installée, il y a seulement deux ans, et a été présentée comme une innovation appelée à une grande extension.

C.D.J.A. : « Après la carotte, le bâton ».

Le C.D.J.A. du Mor-Bihan vient de publier un dossier sur la répression des jeunes agriculteurs du département : « Après la carotte, le bâton ».

Sont rappelées les affaires Jean Carrel, Gilles Possémé (condamné pour le train bloqué par les paysans à Questembert, alors qu'il était, lui, à Ploërmel ce jour-là), Gérard Gercaud (pour trois saucissons volés).

Il est aussi expliqué comment certaines subventions sont désormais refusées au C.D.J.A.

**Vous pouvez commander
notre petite brochure :**

L'AGRICULTURE BRETONNE

POSITIONS DE L'U. D. B.

PRIX : 3 F
FRAIS D'ENVOI : 1 F

Imprimerie Commerciale - Rennes

Directeur de la publication : J.-P. Gourmel.
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.307.
Tirage : 8 500 ex. — Dépôt légal 1^{er} trimestre.